

Ce qu'était vraiment le *Service d'action civique*

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Spécialiste du Service d'action civique, François Audigier revient sur l'histoire de ce groupe de sécurité qui entourait le Général De Gaulle, et porte son regard sur l'affaire Benalla.

François Audigier est historien, spécialiste du gaullisme et plus particulièrement des réseaux proches de l'homme du 18 juin. Il a publié Histoire du S.A.C. La part d'ombre du gaullisme (Stock, 2003) et publiera en octobre prochain "Les Prétoriens du Général, Gaullisme et violence politique de 1947 à 1959", aux Presses universitaires de Rennes.

FIGAROVOX.- Le Service d'action civique (SAC) est souvent perçu comme la police parallèle du régime gaulliste, parfois aussi comme un rassemblement de «barbouzes». Était-ce le cas, ou bien avions-nous affaire à une structure politique à part entière?

François AUDIGIER.- Le Service d'Action Civique (SAC), créé en décembre 1959 et dissout en 1982, prend la suite du service d'ordre (SO) du parti gaulliste d'opposition de la IV^e République, le [Rassemblement du peuple français](#) (RPF). On y retrouve grosso modo les mêmes responsables (à commencer par le fondateur du SAC, Pierre Debizet, qui faisait partie des chefs du SO du RPF) et les mêmes méthodes en matière de protection des meetings. Le contexte politique a simplement changé: de Gaulle est désormais revenu au pouvoir et il faut donc protéger le chef de l'État et son régime. On serait tenté de penser que les forces de l'ordre officielles y suffisaient mais les gaullistes, qui ont été espionnés par les services policiers sous la IV^{ème} République (RG et DST), ne sont pas sûrs politiquement de la police et souhaitent disposer, de leur propre dispositif militant de sécurité.

Selon la même logique, de Gaulle à l'Élysée est protégé par quatre «gorilles» (Tessier, Comiti, Djouder, Auvray) qui en plus d'être officiellement les gardes du corps du Président, font partie du bureau national du SAC. Ce qui pour nous aujourd'hui relèverait d'un mélange des genres discutable est perçu différemment par les intéressés à l'époque.

Jacques Foccart le répète au chef de l'État : si une grenade glisse jusqu'aux pieds du Président, on est sûr que ces gros bras gaullistes se sacrifieront en se jetant sur la grenade.

Le parrain politique du SAC, Jacques Foccart, secrétaire général pour les questions africaines et conseiller du Général pour les questions sensibles (services secrets, outre-mer, investitures, etc.) le répète au chef de l'État: lors d'un attentat, si une grenade glisse jusqu'aux pieds du Président, on est sûr que ces gros bras gaullistes qui suivent de Gaulle depuis la France libre et le RPF, se sacrifieront en se jetant sur la grenade, ce qui ne sera pas forcément le cas pour un simple policier... La fidélité militante l'emporte sur le simple engagement professionnel. Rappelons par ailleurs, que

le contexte politique de l'époque est toujours très tendu, les campagnes électorales des années 1960 sont encore marquées par des affrontements souvent violents avec parfois morts d'homme par usage d'armes à feu (référendum de 1958, législatives de juin 1968). Le SAC, qui a été créé en pleine guerre d'Algérie avec la violence politique extrême qui l'accompagne (attentats du FLN puis de l'OAS), est marqué par cette ambiance originelle de grande tension.

Le SAC est-il une «officine de barbouzes» (autrement dit de gens se livrant à l'espionnage de manière officieuse pour le compte du pouvoir) et une «police parallèle»? C'est en tout cas le discours de l'opposition. C'est la droite nationaliste qui, n'acceptant pas l'indépendance de l'Algérie, lance le thème du SAC barbouzard en associant le service d'ordre gaulliste à un ramassis douteux de tueurs envoyés par le pouvoir éliminer clandestinement les gens de l'OAS. En réalité, il n'en est rien. Si les barbouzes ont bien existé, il faut les chercher plutôt du côté d'organisations comme le MPC de Lucien Bitterlin que du côté du SAC dont la grande majorité des adhérents étaient... Algérie française, à l'image de Pierre Debizet qui quitte d'ailleurs alors la direction du mouvement par désaccord avec de Gaulle sur la question algérienne (avant de revenir après 68).

L'accusation de "police parallèle" vient plutôt de la gauche et se développe au moment des affaires Ben Barka puis Markovic, quand certains voient les gens du SAC derrière ces scandales.

L'accusation de "police parallèle" vient plutôt de la gauche et se développe au moment des affaires Ben Barka puis Markovic, quand certains voient les gens du SAC derrière ces scandales. En réalité, si des policiers sont encartés au SAC (parfois plus par espoir d'avancement que

par conviction), si certains services paraissent bien «infiltrés» (comme les RG de la Préfecture de police de Paris) et si une collaboration de facto semble avoir existé en matière de renseignement contre la «subversion marxiste» entre responsables policiers et l'état-major du SAC, le terme de «police parallèle» est sans doute excessif. En réalité, le SAC, avec ses 3000 adhérents avant 68, est d'abord utile comme force militante à une époque où le parti gaulliste (UNR) manque d'adhérents suffisamment enthousiastes pour participer activement aux campagnes (les gros bras sont d'abord les petites mains des meetings et du collage d'affiches). Il sert enfin de force dissuasive, de force de recours, en cas de crise majeure pour un régime gaulliste qui, installé après une émeute (mai 1958), se sait fragile et apprécie de pouvoir compter à l'occasion sur ce petit mouvement de fidèles, ce bastion militant. Ce sera du reste le cas en mai 68 où les gens du SAC joueront un rôle très important dans l'organisation logistique de la manifestation des Champs-Élysées le 30 mai qui relance le régime puis dans l'animation de la campagne des législatives de juin.

Le SAC est l'une des parts d'ombre du Général De Gaulle. À quel degré en avait-il le contrôle ? Le faisait-il vraiment sous-traiter par des personnes comme Jacques Foccart ou Alexandre Sanguinetti?

De Gaulle, qui suit de près les questions électorales, l'évolution du mouvement gaulliste et les dossiers de politique intérieure de manière générale, est bien placé pour apprécier l'engagement des gens du SAC derrière sa personne et sa politique. Sans sortir de l'impartialité liée à la fonction présidentielle, il multiplie les marques de sympathie à l'adresse des gens du service d'ordre pour les

remercier de leur soutien. De Gaulle peut s'adresser, via Jacques Foccart, à un militant dévoué ou à sa famille en cas de problème de santé grave ou de décès.

Lorsqu'un militant est tué lors d'une campagne, le chef d'État fait parvenir à la famille une aide financière. Mais de Gaulle peut aussi s'adresser à tous les militants du SAC de manière globale.

Lorsqu'un militant est tué lors d'une campagne, le chef d'État fait parvenir à la famille une aide financière. Mais de Gaulle peut aussi s'adresser à tous les militants du SAC de manière globale. À la veille des moments importants du SAC (assemblée générale, réunion du bureau, campagne électorale), il prend souvent des nouvelles de l'organisation toujours via Jacques Foccart. Lorsqu'il quitte l'Élysée, il rédige le 8 mai 1969 une lettre de remerciement transmise à Paul Comiti et communiquée aux responsables locaux et aux adhérents. *«Je n'oublierai jamais le dévouement inlassable dont ont fait preuve les militants du SAC à mon égard, au service de la France»*. Sur un plan plus pratique, le chef de l'État accède aux demandes de Jacques Foccart concernant l'utilisation des fonds secrets de Matignon pour financer le service d'ordre.

C'est donc Jacques Foccart qui peut être considéré comme le parrain politique du SAC, Pierre Debizet puis Paul Comiti n'en n'étant que les responsables sur le terrain. Même si Jacques Foccart le niera devant la commission d'enquête parlementaire, c'est bien lui qui dirige le service d'ordre et assure le lien avec l'Élysée, Matignon et les ministères concernés (Intérieur, Outre-Mer, Armées, Justice). Les gros bras lui obéissent du reste parce qu'ils savent que le conseiller élyséen a la confiance du «vieux» qu'il voit chaque jour à l'Élysée.

Est-il exact que des truands comme Georges Boucheseiche ou certains

mafieux corses en faisaient partie? Qui s'occupait de les recruter? Avec des criminels en son sein, quelle importance l'utilisation de la violence avait-elle dans le SAC?

C'est une question très délicate. D'abord pour des raisons méthodologiques (liée au manque de sources: les archives policières et judiciaires étant inexistantes ou non accessibles, les témoignages étant difficiles, l'historien est dépendant d'enquêtes journalistiques souvent à charge) et épistémologiques (cela pose la question de la définition de l'appartenance à une organisation militante). Dire de telle figure de la pègre niçoise, marseillaise, grenobloise ou lyonnaise qu'elle appartient au SAC, comme le fait souvent rapidement la presse de l'époque, reste en réalité discutable. Le lien, s'il peut exister à l'occasion, est souvent indirect.

Le malfrat peut participer personnellement à une manifestation gaulliste mais le plus souvent, il laisse ses hommes de main rendre des services.

Le malfrat peut participer personnellement à une manifestation gaulliste (le lyonnais Jean Augé fin mai 68 à Lyon), mais le plus souvent, il laisse ses hommes de main rendre des services lors d'un affichage électoral ou d'une protection de meeting. Ces gens de la pègre ont évidemment rarement leur carte.... Ils ne participent pas aux réunions. Raison pour laquelle les adhérents classiques du SAC étaient souvent surpris d'apprendre par les médias une collusion qu'ils n'avaient pas observée sur le terrain. Il y a en réalité plusieurs niveaux et degrés d'engagement, de l'adhérent au compagnon de route. Augé à Lyon, Tramini à Marseille, Mattéi à Grenoble, Bacry à Paris, Bianchini à Nice, n'ont pas leur carte du service d'ordre, mais leurs liens au SAC semblent établis. Par ailleurs, lorsqu'un malfrat

exhibe une carte du SAC, est-ce toujours une vraie carte? Le malfrat Christian David qui tue le commissaire Galibert en 1966 a bien sorti une carte tricolore avant de tirer sur le policier mais pas celle du SAC contrairement à ce que dira la presse .

Cette collusion a été plus ou moins forte selon les époques et les endroits. Elle existe localement en Provence, en région lyonnaise, en région grenobloise, à Bordeaux. C'est largement le produit de l'histoire (de la Résistance comme Francisci, de la Guerre d'Algérie où des combats communs et des services rendus créent des passerelles: le colonel Roger André de la Sécurité Militaire le reconnaît lors du procès de Jean Augé). Mais les malfrats barbouzes sont finalement assez rares. Cette confusion SAC/Milieu/Barbouzes est largement une construction médiatique (de l'extrême droite comme de la gauche) visant à discréditer le pouvoir gaulliste. Le militant lambda du SAC reste un gaulliste certes parfois rugueux mais respectueux du droit. Comme le notait Charles Pasqua: ce n'est pas le gaullisme en particulier mais le pouvoir en général qui attire les malfrats. Par ailleurs, comme l'a montré l'historienne Anne-Laure Ollivier à Marseille, cette collusion existe aussi avec d'autres familles politiques, comme les socialistes (liens entre Defferre et la famille Guérini...).

Après la mort du Général de Gaulle, que sont devenus le SAC et les polices parallèles dans la Ve République?

L'après 68 voit d'abord le retour de Pierre Debizet, qui après sa démission de 1960, avait été recyclé par Jacques Foccart dans ses réseaux africains. Après l'échec référendaire de 1969, le SAC entre en crise. Le nouveau président, Georges Pompidou, qui a vu, à tort, la main du SAC derrière l'affaire Markovic, veut sinon dissoudre l'organisation, du moins la

purger de ses éléments douteux. Plusieurs milliers d'adhérents sont écartés tandis que la police et la justice se chargent d'éliminer les récalcitrants. Charles Pasqua, qui est associé à certaines dérives délictueuses de l'antenne provençale du mouvement et qui reste au début critique à l'égard de Pompidou, quitte alors le mouvement. Par ailleurs, sur un plan idéologique, le SAC perd en partie son identité gaulliste au profit d'un anticommunisme virulent qui permet l'arrivée au sein du service d'ordre d'éléments nationalistes (anciens OAS) venus sur la base de la lutte contre la «subversion marxiste». Entre 1969 et 1974, le SAC ne se limite pas à sa seule fonction de service d'ordre, il agit en collaboration étroite avec d'autres organisations relais (l'UNI dans le monde étudiant, la CFT dans le monde syndical, les CDR dans la rue contre les grévistes) et dispose d'appuis au Parlement (une trentaine de députés) et au gouvernement où des ministres et secrétaires d'État soutiennent sa ligne sécuritaire.

La défaite de 1974 affaiblit considérablement le SAC, où beaucoup refusent de faire la campagne giscardienne de second tour par hostilité envers celui qui avait fait tomber le Général en 1969. Dès lors, l'organisation ne peut plus prétendre à la manne des fonds secrets de Matignon tenu par Jacques Chirac. Les liens avec Jacques Foccart, qui n'est plus conseiller élyséen, sont distendus. Si les relations avec le nouvel homme fort du néo-gaullisme, Jacques Chirac, s'améliorent à partir de la fin 1976, le SAC n'a plus la puissance d'antan (ce qui n'empêche pas le giscardien Michel Poniatowski de chercher un temps à utiliser le SAC pour le mettre au service du nouveau pouvoir...).

Les prérogatives exorbitantes laissées à M. Benalla révèlent la déficience de la

République en marche en matière de sécurité militante.

Le nombre de ses militants a beaucoup baissé. Le nouveau RPR créé en décembre 1976 dispose de centaines de milliers de militants et de son propre SO (supervisé par Charles Pasqua qui n'a pas oublié son éviction de 1969) sans compter les moyens de la mairie de Paris... Pierre Debizet, qui travaille en parallèle pour la sécurité présidentielle au Gabon, ne tient plus aussi efficacement ses troupes qu'auparavant. Localement les liens avec le Milieu perdurent (Provence, région lyonnaise) tout comme les violences militantes (meurtre d'un militant CGT en juin 1977 à Reims), ce qui continue d'affecter l'image du service d'ordre. La victoire de la gauche en mai 1981 affole certains militants et favorise le dérapage de trop à Auriol à l'été 1981 lorsque, persuadé que le chef local du SAC est sur le point de divulguer des secrets à la gauche, un commando du service d'ordre assassine toute une famille dont un enfant de 7 ans. L'émotion est immense, une commission d'enquête parlementaire (qui enquêtera très à charge et contribuera à ancrer certains clichés sur l'organisation) rend un rapport conduisant à la dissolution du SAC à l'été 1982. Certains anciens militants continueront leur combat au sein du MIL.

L'Affaire Benalla rappelle des pratiques de «barbouzes». Qu'est-ce que cette affaire vous inspire?

Je ne me prononcerai pas sur la personne de M. Benalla que je ne connais pas, d'autant que l'affaire semble prendre désormais un tour judiciaire et qu'il faut donc laisser les enquêteurs établir sereinement les faits. J'ai quand même l'impression qu'on est loin ici de certains précédents relevant d'époques antérieures, qu'il s'agisse du gaullisme avec le SAC ou du mitterrandisme avec les

écoutes secrètes de l'Élysée (affaire des Irlandais de Vincennes, affaire Mazarine, etc.). Sans chercher à limiter la gravité des faits reprochés à Alexandre Benalla, jusqu'à plus informer l'affaire semble se limiter ici à un individu (bénéficiant certes d'étonnantes protections et passe-droits) et non à une structure militante délictueuse ou à un réseau informel barbouzard. Sur le fond, on peut tirer trois enseignements de cette affaire:

Les prérogatives exorbitantes laissées à Alexandre Benalla révèlent la déficience de la République en marche en matière de sécurité militante. Contrairement aux vieux partis comme le PS, le PCF ou les Républicains (qui en la matière bénéficiaient de l'expérience acquise antérieurement par l'UMP et plus en amont par le RPR), le parti du président Macron est trop récent pour maîtriser en matière de sécurité militante ce que les politistes appellent un «capital militant». Assurer le service d'ordre d'un meeting ou d'une manifestation, c'est plus compliqué qu'on le pense souvent. Il ne s'agit pas seulement de recruter des individus musclés prêts à taper sur des contestataires, il y a des protocoles à respecter, des règles à suivre (préparation technique de la salle, contact avec policiers, placement des militants, équipement, définition de lignes rouges, etc....), cela se construit dans le temps, on apprend de ses erreurs. Les gaullistes, les socialistes, les communistes et les frontistes savent faire (recourant soit à leurs propres militants, soit à des sociétés privées de sécurité de type vigiles) car ils sont les héritiers de décennies de vie politique marquées par la tension. Faute d'histoire, La République en marche ne dispose pas encore de ce capital militant et le maîtrise d'autant moins qu'à peine constituée, elle est parvenue au pouvoir et a donc vu son leader bénéficié de

l'appareil de sécurité public. Il lui faut donc inventer son propre modèle de sécurité militante, dépasser le bricolage des meetings de la campagne présidentielle puis des rassemblements de soutien de ces derniers mois. Le tout sans verser dans un dispositif trop voyant et trop «musclé» qui serait contraire à la culture centriste modérée dont cette famille politique se réclame. En attendant cette nécessaire adaptation, le parti est encore dépendant d'individus maîtrisant cette délicate compétence car passés par les anciens SO des «vieux» partis (comme Alexandre Benalla qui a travaillé au SO du PS) et dans les sociétés privées de protection. Une dépendance risquée comme on le voit ces jours-ci...

À l'ère de l'instantanéité médiatique, ce qui, à une autre époque, serait sans doute resté contenu, bouscule un pouvoir d'autant plus fragile qu'il se voulait «exemplaire»...

Deuxième enseignement: les gens des services d'ordre militant sont régulièrement au cœur des scandales politiques qui fragilisent leur propre parti. Formation par essence pathogène en raison de son contact privilégié avec la violence et le secret, de son recrutement d'éléments souvent entiers, impulsifs, portés à la bagarre et parfois issus de milieux interlopes, l'appareil de sécurité militant génère structurellement des tensions au sein du parti dont il relève. Au point que ce dernier doit souvent procéder à des purges et à des réorganisations pour reprendre la main et remettre de l'ordre... dans son service d'ordre! Toute l'histoire des SO depuis leur invention à la fin du XIXe siècle est ponctuée d'affaires, de scandales, d'évictions, de démissions fracassantes. Les Croix de feu l'avaient connu avec leurs «Dispos» dans les années 1930, les gaullistes l'expérimenteront à leur tour avec les casseroles que

traîneront le service d'ordre du RPF sous la IVe République et surtout le SAC dans les années 1960-1970. S'y ajoutent deux éléments conflictuels par excellence: d'une part le sentiment un peu élitiste de ces gros bras d'être des supers militants qui, parce qu'ils donnent plus de leurs temps et prennent plus de risques, auraient plus de droits (de passe-droits?) que d'autres, d'autre part la proximité très forte de ces gens avec le ou les leaders du parti, qu'ils côtoient dans l'intimité, jour et parfois nuit, une proximité aussi affective, qui leur fait parfois découvrir les zones d'ombre du parti, les faiblesses du chef, une situation délicate qui en fait des hommes du secret, à ménager ou à contrôler...

Dernier enseignement: ce scandale témoigne de son temps sur le plan de la communication puisqu'il est le produit des réseaux sociaux, avec ces images volées des téléphones portables qui circulent de manière virale et alimentent les grands médias, et de l'analyse en boucle des chaînes d'info en continu qui surfent d'autant plus sur l'affaire qu'en période estivale l'actualité politique est moins soutenue. À l'ère de la transparence et de l'instantanéité médiatique, ce qui, à une autre époque, serait sans doute resté contenu, éclate et bouscule un pouvoir d'autant plus fragile qu'il se voulait «exemplaire»...



[Cliquez sur la photo](#)